

## La Formation de la frontière sud du Pérou, 1598-1740

Margarita Gascón

### Introduction

Les travaux concernant la dynamique de la frontière sud de la vice-royauté du Pérou pour les XVIe, XVIIe et XVIIIe siècles se centrent sur les relations entre une colonie, en général la principale de la région, et les Indiens, situés au sud de celle-ci<sup>1</sup>. L'analyse des relations que les

---

<sup>1</sup> Parmi les principaux voir, Jean-Pierre BLANCPAIN, *Les Araucans et la frontière dans l'histoire du Chili des origines au XIXe siècle*, Frankfurt am Main, Vervuert Verlag, 1990; Fernando CAMPOS HARRIET, *Historia de Concepción, 1550-1970*, Santiago, Universidad Técnica del Estado, 1979; Patricia CERDA, « Las mujeres en la sociedad fronteriza del Chile colonial », *Jahrbuch für Geschichte von Staat, Wirtschaft und Gesellschaft Lateinamerikas* (désormais *Jahrbuch*), vol. 26, 1989, pp. 157-172; Sergio CORREA, « *El Cautiverio Feliz* » en la vida política de Chile en el siglo XVII, Santiago, Andrés Bello, 1965; Ricardo FERRANDO KEUN, *Y así nació la frontera*, Santiago, Antártica, 1986; Alvaro JARA, *Guerra y Sociedad en Chile. La transformación de la guerra de Arauco y la esclavitud de los indios*, Santiago, Universitaria, 1981; Eugene KORTH, *Danish Policy in Colonial Chile. The Struggle for Social Justice, 1535-1700*, Stanford, University of Stanford Press, 1968; Luz MENDEZ BELTRAN, « Trabajo indígena en la frontera araucana de Chile », *Jahrbuch*, vol. 24, 1987, pp. 213-250; Néstor MEZA VILLALOBOS, *Régimen jurídico de la conquista y de la guerra de Arauco*, Santiago, Universitaria, 1946, et *Política indígena en los orígenes de la sociedad chilena*, Santiago, Universitaria, 1951; Robert Charles PADDEN, « Cultural Change and Military Resistance in Araucanian Chile, 1550-1730 », *Southwestern Journal of Anthropology*, vol. 13, 1957, pp. 103-121; Andrea RUIZ-ESQUIDE, *Los indios amigos en la frontera araucana*, Santiago, Universitaria, 1993; Sergio VILLALOBOS, *Relaciones fronterizas en la Araucania*, Santiago, Universidad Católica de Chile, 1982, et *Los Pehuenches en la vida fronteriza*, Santiago, Universidad Católica de Chile, 1989; S. VILLALOBOS et J. PINTO, *Araucania. Temas de historia fronteriza*, Temuco, Universidad de la Frontera, 1985; Kristine JONES, « Conflict and Adaptation in the Argentine Pampas, 1750-1800 », PhD dissertation, University of Chicago, Chicago, 1984; Raúl MANDRINI et Sara ORTELLI, *Volver al país de los araucanos*, Buenos Aires, Sudamérica, 1992; Raúl MANDRINI, « Desarrollo de una sociedad indígena pastoril en un área interserrana bonaerense » *Anuario IEHS*, n°2, 1987, pp. 71-97; « Indios y fronteras en el área pampeana (siglos XVI-XIX). Balance y perspectivas », *Anuario IEHS*, n°7, 1992, pp. 59-72; Roberto MARFANY, « Frontera con los indios en el sud y fundación de los pueblos », *Historia de la Nación Argentina*, (désormais *HNA*), vol. IV, Buenos Aires, Ateneo, 1961, pp. 265-289; Ramiro MARTINEZ SIERRA, *El mapa de las pampas*, vol. 1, Buenos Aires, Imprenta Oficial, 1975; Rodolfo CASAMIQUELA, *Un nuevo pano-*

colonies situées sur ces limites australes de l'empire espagnol entretenaient entre elles n'a pas retenu une attention particulière, en dépit du fait que ces relations représentent l'une des clefs qui expliquent l'avancée progressive, d'ouest en est, de la situation de frontière qui débute à Arauco à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, atteint ensuite Mendoza et Córdoba, pour s'achever avec l'incorporation de Buenos Aires, dans la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle. Au fur et à mesure que se formait la frontière, les quatre colonies périphériques de la vice-royauté modifièrent leur vie économique, sociale et politique, en réponse aux transformations que supposent le passage du statut de colonie périphérique à celui de société de frontière.

Ce travail ne définit pas exclusivement une société de frontière par sa position géographique, car, en ce qui concerne sa localisation, une colonie peut être périphérique, ou se situer sur les limites d'un domaine, sans pour autant avoir une dynamique sociale, économique et

---

*rama etnológico del área pan-pampeana y patagónica adyacente*, Santiago, Museo de Historia Natural, 1969, p. 90 ; Carlos MAYO, « El cautiverio y sus funciones en una sociedad de frontera : el caso de Buenos Aires (1750-1810) », *Revista de Indias*, vol. 45, n°175, 1985, pp. 235-243, et « Sociedad rural y militarización de la frontera de Buenos Aires, 1737-1810 », *Jahrbuch*, vol. 24, 1987, pp. 251-264 ; Miguel Angel PALERMO, « Reflexiones sobre el llamado 'complejo ecuestre' en la Argentina », *RUNA*, vol. 16, 1986, pp. 157-178, « La innovación agropecuaria entre los indígenas pampeano-patagónicos. Génesis y procesos », *Anuario IEHS*, n° 3, 1988, pp. 43-90, et « Indígenas en el mercado colonial », *Ciencia Hoy*, vol. 1, n° 4, oct-nov. 1989, pp. 22-26 ; Susan SOCOLOW, « Los cautivos españoles en las sociedades indígenas : el contacto cultural a través de la frontera argentina », *Anuario IEHS*, n°2, 1987, pp. 99-136, et « Spanish Captives in Indian Societies : Cultural Contact along the Argentine Frontier, 1600-1835 », *Hispanic American Historical Review* (désormais *HAHR*), vol. 72, n°1, fev. 1992, pp. 73-99 ; Leonardo León SOLIS, « Malocas araucanas en las fronteras de Chile, Cuyo y Buenos Aires, 1700-1800 », *Anuario de Estudios Americanos*, vol. 44, 1987, pp. 281-324 ; « Las invasiones indígenas contra las localidades fronterizas en Buenos Aires y Chile, 1700-1800 », *Boletín Americanista*, vol. 28, n°36, 1987, pp. 75-104, « Maloqueros, tráfico ganadero y violencia en las fronteras de Buenos Aires y Chile, 1700-1800 », *Jahrbuch*, vol. 26, 1989, pp. 37-83, et *La merma de la sociedad indígena en Chile central y la última guerra de los promoaucaes, 1541-1558*, St Andrews, Ecosse, University of St Andrews, 1991 ; Alfred TAPSON, « Indian Warfare on the Pampa during the colonial period », *HAHR*, vol. 42, n°1, 1962, pp. 1-28 ; María R. PRIETO, « La frontera meridional mendocina durante los siglos XVI y XVII », *Xama*, n°2, 1989, pp. 117-131 ; et Helmut SCHINDLER, « Tres documentos del siglo XVII acerca de la población indígena bonaerense y la penetración mapuche », *Cuadernos del Instituto Nacional de Antropología*, vol. 8, 1972-81, pp. 49-52.

politique de société de frontière. La situation géographique est, en tout cas, une condition nécessaire, mais jamais suffisante, pour déterminer si une colonie est une société de frontière<sup>2</sup>. Une *société* de frontière possède des attributs économiques, sociaux et politiques particuliers. En premier lieu, une société de frontière présente un important flux de ressources matérielles et humaines destinées au contrôle de ce que nous pourrions définir comme la « frontière géographique » proprement dite. Sur cette frontière géographique, il y a des contacts, des échanges, un métissage, des limites établies de manière tacite, ou un contrôle armé. En amont de cette frontière géographique, on trouve des sociétés où se produisent d'importants changements économiques, sociaux et politiques, dérivés de ou liés à l'existence de cette frontière géographico-militaire.

Le meilleur exemple de ce phénomène est Santiago du Chili, parce que, bien qu'elle ne se situe pas en Araucanie, son évolution en tant que colonie à la périphérie de la vice-royauté du Pérou se trouva profondément modifiée par l'établissement de la frontière sur le fleuve Bío-Bío. En réponse au grand soulèvement araucan de 1598-99, la Couronne décida que cette frontière serait protégée par une armée professionnelle de 2 000 hommes, dont les frais seraient pris en charge par un *situado* pris sur la *Caja Real* de Lima\*.

À Santiago, la joie des *encomenderos* de se voir libérés de la charge de la défense de la ville fut bien vite assombrie par d'autres considérations, liées à la faiblesse des ressources économiques du Chili. La perte

---

<sup>2</sup> Les analyses des historiens nord-américains sur les colonies situées sur les marges (*fringe colonies*) inversent du tout au tout les caractéristiques des colonies centrales. Ces dernières, selon James LOCKHARDT et Stuart SCHWARTZ, sont l'absence d'indiens sédentaires, de courants d'immigration, et un développement lent et tardif (cf *Early Latin America*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983, p. 253). Or, analyser la dynamique de Santiago sur la seule prémisse qu'elle était une colonie périphérique revient à ignorer l'influence décisive de la frontière, qui provoqua des changements démographiques permanents, en raison du flux et du reflux des soldats, ce que l'on n'observe pas dans les autres colonies périphériques. Économiquement, l'entrée de capitaux par le biais du *situado* dynamisa l'économie et accéléra le développement social, en raison des possibilités d'acquérir des terres, d'approvisionner les troupes et de recevoir des récompenses pour les services rendus.

\* Durant la période coloniale, les *situados* sont des envois périodiques d'argent des régions les plus riches de l'empire vers les plus pauvres, fondés sur l'idée que l'empire forme un ensemble unifié où que les *reinos* les plus démunis doivent recevoir une compensation économique pour la défense de l'ensemble.

d'Arauco à la suite de la révolte des Indiens signifiait en effet la perte de la moitié la plus fertile du pays, ainsi que de l'accès à la main d'œuvre indienne.

À partir de la révolte de 1598-99, Santiago ne pouvait plus compter que sur les ressources de la Vallée Centrale, lesquelles ne tardèrent pas à se révéler insuffisantes pour l'entretien d'une troupe de 2 000 hommes, et pour que l'élite locale puisse maintenir ses circuits économiques d'exportation vers le Pérou. Les civils tâchèrent vite de s'assurer un accès exclusif aux richesses de la Vallée Centrale, le suif et le cuir étant les principaux biens d'exportation vers le Pérou. Les gouverneurs, en tant que commandants de frontière, avaient essentiellement besoin de gros bétail, de bovins et de chevaux, pour approvisionner leurs troupes. Afin d'apaiser la tension, civils et militaires décidaient ensemble, au *Cabildo*, des politiques d'importation de bétail, fixant les quantités et évaluant les prix. C'est ainsi que Mendoza, Córdoba puis Buenos Aires furent progressivement intégrées dans ce réseau d'élevage commercial qui exportait du bétail vers les marchés chilien, étant ainsi peu à peu affectées par la situation du Chili<sup>3</sup>.

L'établissement d'une armée sur le Bío-Bío altéra également la vie des Araucans. Privés de la possibilité d'une expansion vers le nord, et forcés de maintenir un contrôle armé suffisant pour empêcher toute nouvelle progression des Espagnols, il ne leur restait d'autre alternative qu'une expansion vers l'est, pour faire face à de nouveaux besoins. Pour les Indiens, un marché de 2 000 hommes permettait de nombreuses transactions, et si les ressources venaient à manquer dans la région, ils devaient, eux aussi, franchir les Andes pour y remédier. Ce déplacement des Araucans vers l'est modifia les relations qu'ils entretenaient avec les autres tribus qui habitaient de l'autre côté de la cordillère. Dans la société espagnole comme dans la société des Indiens, de part et d'autre de la frontière, la recherche des moyens de subsistance s'orienta vers les provinces de l'est qui s'étendaient de l'autre côté des montagnes. Ainsi que nous le verrons, ce sont ces déplacements en quête de ressources naturelles qui modifièrent l'évolution des colonies du versant oriental des Andes, à commencer par Mendoza dès les années 1530.

---

<sup>3</sup> Pour une explication plus détaillée de l'évolution de Santiago au XVIIe siècle et la lutte pour les ressources au sein du *Cabildo*, voir ma thèse de doctorat, pp. 24-105.

## Mendoza s'intègre à la frontière

Mendoza, fondée en 1561 par une expédition venue du Chili, fut le premier établissement à l'est de Santiago à être affecté par les événements d'Arauco. Les premiers effets se manifestent avec son incorporation à la route terrestre qui unissait Buenos Aires à Santiago. En 1583, Alonso de Sotomayor, gouverneur du Chili, arriva à Buenos Aires avec 500 hommes ; en juin, après être passé par Córdoba, il arriva à Mendoza, ouvrant ainsi un corridor qui unissait l'Espagne au Chili en évitant la dangereuse navigation dans le détroit de Magellan<sup>4</sup>. En 1605, cette route fut utilisée pour conduire l'expédition dite « des mille hommes » qui accompagnaient Antonio de Mosquera<sup>5</sup>.

Le fait qu'elle constituait un point stratégique sur la route terrestre était déjà un élément très important. Mais il est absolument décisif de prendre en compte son intégration dans la route d'approvisionnement des troupes en bétail. Nous venons de souligner les problèmes d'approvisionnement qu'entraîna l'installation de l'armée royale en Arauco. Dès le début du XVII<sup>e</sup> siècle, le gouverneur Alonso de Rivera (1601-1605) inclut dans ses réformes militaires un programme d'autoapprovisionnement, qui comprenait des *estancias* rurales, des moulins et une ceinturonnerie<sup>6</sup>. Malgré l'intelligence de la proposition, son programme échoua face aux profits que représentait l'approvisionnement de la troupe, et aux intérêts économiques qu'il mettait en jeu. Les successeurs immédiats de Rivera durent donc continuer à importer des bêtes de l'autre versant des Andes<sup>7</sup>.

Même si elle est fragmentaire, la documentation indique tout de même qu'en 1630, le gouverneur Lazo de la Vega importa 12 000 têtes de bétail de Buenos Aires pour ses troupes d'Arauco<sup>8</sup>. Un autre calcul, de 1661, rapporte que 24 388 têtes de bétail furent sollicitées à Santiago, pour un ravitaillement de trois ans, mais que l'armée n'en reçut que

---

<sup>4</sup> Pedro MARIÑO DE LOVERA, *Crónica del Reino de Chile*, B.A.E., Madrid, Atlas, 1960, p. 413.

<sup>5</sup> Sur les triomphes et les cadeaux faits à Mosquera, voir « Acta del 4 de abril de 1605 », *Actas Capitulares del Cabildo de Santiago*, IV.

<sup>6</sup> Pour les réformes militaires, voir A. JARA, *Guerra y Sociedad*, *op.cit.*, p. 136.

<sup>7</sup> Claudio GAY, *Historia física y política de Chile*, Paris-Santiago, 1945, II, p. 325; Crecente ERRAZURIZ, *Historia de Chile*, Santiago, Cervantes, 1908, vol. 2, p. 214 ; R. FERRANDO, *Y así nació la frontera*, *op.cit.*, pp. 168-170 ; Archivo Nacional de Chile (désormais ANC), *Fondo Claudio Gay*, vol. 4, Exp. 27, doc. 24.

<sup>8</sup> ANC, *Fondo Claudio Gay*, vol. 13, doc. 2.

14 000<sup>9</sup>. Même s'il est difficile de déterminer avec exactitude le nombre de bêtes dont l'armée avait besoin chaque année, il semble que l'on puisse avancer une moyenne d'environ 5 000 têtes, de sorte que tout ce qui manquait dans le ravitaillement devait être importé des régions de l'est, acheté à des Espagnols, ou acquis auprès des Indiens<sup>10</sup>.

Le trafic du bétail depuis l'est vers le Chili favorisa l'intégration de Mendoza à la frontière sud, car c'est dans cette colonie que le bétail engraisait avant de passer la cordillère<sup>11</sup>. Et de ce point de vue là, l'intégration commença dans les années 1630, avec le début de l'exploitation des pâturages naturels des vallées d'Uco et de Xaurúa, à une centaine de kilomètres au sud de la colonie. Cela fut rendu possible par la conjonction de trois facteurs concomitants. En premier lieu grâce à un changement climatique connu sous le nom de « petite ère glaciaire », caractérisé par une augmentation des précipitations, ce qui favorisa la formation de pâturages naturels. En second lieu parce que les Huarpes de la région s'étaient éteints, sous l'effet des épidémies et parce que les *encomenderos* de Santiago les avaient emmenés travailler de l'autre côté de la cordillère, ce qui fait que les terres étaient désertes. Enfin, dernier élément d'explication, sans lequel ce qui précède n'aurait que peu d'importance : Santiago et Arauco importaient chaque année des quantités de bétail telles que l'on pouvait considérer l'embouche comme une activité particulièrement lucrative<sup>12</sup>. Les tribus Pehuenches et Puelches, qui habitaient le sud de Mendoza, profitèrent

<sup>9</sup> Acta del 27 de julio de 1661, *Actas del Cabildo de Santiago de Chile*, XVI.

<sup>10</sup> D'après le Père Rosales, de 4 000 à 5 000 têtes de bétail cheminaient chaque année vers le Chili, par les chemins du nord de la Patagonie ; voir Miguel PALERMO, « La innovación agropecuaria », *op.cit.*, p. 59.

<sup>11</sup> En 1631, le capitaine Juan Jaramillo arriva à Santiago avec 12 000 têtes de bétail depuis la vallée d'Uco. À Mendoza, il entra en conflit avec les autorités lorsqu'il voulut réquisitionner trente Huarpes pour conduire les bêtes, comme il y avait été autorisé par le gouvernement de Santiago ; Actas del 20 de febrero y del 17 de junio de 1631, *Actas del Cabildo de Mendoza*, II.

<sup>12</sup> Pour l'évolution de la zone, cf. Dionisio CHACA, *Tupungato*, Buenos Aires, Del Autor, 1941, p. 13 ; sur les *mercedes*, voir ANC, *Real Audiencia*, vol. 487, doc. 1. Pour l'évolution économique, voir Jorge COMADRÁN RUIZ « Historia política, económica, social y cultural de la Provincia de Cuyo », *HNA*, II, Buenos Aires, Plaza y Janés, 1968, p. 1073 *passim* ; et Luis CORIA, *Evolución económica de Mendoza en la época colonial*, Mendoza, Universidad Nacional de Cuyo, 1988, pp. 62-75. Pour un panorama général de la frontière, voir María R. PRIETO, « La frontera meridional mendocina durante los siglos XVI y XVII », *Xama*, n° 2, 1989, pp. 117-31.

de cette présence régulière de bétail dans ces zones dépourvues de protection militaire, et commencèrent à attaquer les *estancias* d'Uco et de Xaurúa. À cette époque, les Pehuenches entretenaient déjà des contacts commerciaux avec les Araucans, auxquels ils vendaient du poison pour les flèches. Les Pehuenches étaient également leurs alliés stratégiques, étant donné que les passages de basse altitude dans les Andes au sud du 35<sup>ème</sup> parallèle étaient sous domination pehuenche, ce qui facilitait grandement le trafic du bétail depuis et vers Arauco<sup>13</sup>. Par exemple, en 1628, une confédération de Pehuenches et de Puelches aida le chef araucan Lientur à faire passer vers le versant est des Andes le bétail qu'il avait volé dans les *estancias* de Chillán ; de même, le gouverneur de Buenos Aires, Pedro Dávila, ordonna une enquête pour vérifier les rumeurs selon lesquelles des Araucans étaient en train de conduire vers le Chili des chevaux pris au sud de Buenos Aires, par les passages du sud de Mendoza<sup>14</sup>.

À partir de la troisième décennie du XVII<sup>e</sup> siècle, les références aux attaques d'Indiens et à la sécurité des *estancias* d'Uco et de Xaurúa se font de plus en plus fréquentes dans les Actas de *Cabildo* de Mendoza. Plus l'activité d'élevage des bêtes à destination du Chili se développa, et plus l'exploitation des pâturages dépendit de la protection militaire. En 1660, la Compagnie de Jésus abandonna en partie les *estancias* qu'elle possédait à Uco et à Xaurúa, et elle transféra les bêtes vers ses *estancias* de San Luís, plus à l'est de Mendoza<sup>15</sup>. Le développement futur de la société mendocine resta intimement lié à l'établissement de la frontière géographico-militaire. Celle-ci se fixa finalement au XVIII<sup>e</sup> siècle, avec l'établissement du fort de San Carlos à Xaurúa, puis celui de San Rafael, 100 kilomètres plus au sud, pour surveiller les Pehuenches et les Puelches.

---

<sup>13</sup> Sur les relations entre les Pehuenches et les Araucans, voir Salvador CANALS FRAU, *Poblaciones indígenas de la Argentina*, Buenos Aires, Hyspamérica, 1986, pp. 536-538 ; S. VILLALOBOS, *Pehuenches en la vida fronteriza, op.cit.*, p. 34. Pour l'évolution de la zone, voir Isidro MAZA, *Malargue*, Mendoza, Universidad Nacional de Cuyo, 1991.

<sup>14</sup> « Tres documentos del siglo XVII acerca de la población indígena bonaerense y la penetración mapuche », *Cuadernos del Instituto Nacional de Antropología*, n°8, 1972-1978, p. 149.

<sup>15</sup> Juan MAZA, *Malargue, op.cit.*, p. 31 ; Claudio GAY, *Historia física*, p. 70 ; S. VILLALOBOS, *op.cit.*, p. 40 et p. 201 ; Acta del 21 de agosto de 1657, *Actas del Cabildo de Santiago de Chile*, XV ; doc. 990 ; ANC, *Real Audiencia*, vol. 487, doc. 1.

## L'incorporation de Córdoba à la frontière sud

Córdoba avait été fondée par une expédition venue du Pérou, et sa situation au croisement de la route qui unissait Potosí à Buenos Aires avait fait qu'elle s'était toujours préoccupée avant tout de sa frontière nord, avec les Calchaquis. Le sud, où habitaient des tribus de Pampas, était une terre pratiquement inconnue, et sans grande importance, étant donnée l'absence de toute activité d'élevage et de toute route commerciale. On savait cependant que, dès les premières années du XVII<sup>e</sup> siècle, Araucans et Pampas échangeaient des biens, et on soupçonnait ces contacts de faciliter les alliances guerrières. Lorsque l'ancien gouverneur du Chili, Alonso de Rivera, devint gouverneur de Tucumán en 1606, il envoya le capitaine Luís del Peso surveiller les mouvements des Pampas du sud de Córdoba. Son expérience en tant que gouverneur du Chili lui permettait d'avoir des informations sur le transfert de bêtes depuis cette zone à destination d'Arauco<sup>16</sup>.

En 1643, Córdoba changea d'attitude quant à la protection de sa frontière sud, à la suite de la prise de Valdivia par les Hollandais et de leur tentative d'alliance avec les Araucans dans le but d'attaquer les Espagnols de Santiago et des autres colonies transandines, dont Córdoba. Les autorités du *Cabildo* reçurent des informations en provenance de Santiago qui les prévenaient contre une attaque massive d'Araucans, Pehuenches et Pampas, leur conseillant de s'y préparer militairement<sup>17</sup>. L'offensive redoutée ne se produisit jamais, peut-être grâce au *Parlamento* de Quillín (1641), qui stabilisa les relations entre les rebelles Araucans et les Espagnols au sud du Chili. Une autre explication serait que les Indiens n'avaient aucune raison de croire que la domination hollandaise serait meilleure que la domination espagnole. Ce qui est certain, en tout cas, c'est que la conséquence la plus durable de l'attaque hollandaise contre Valdivia fut l'articulation de Córdoba à

<sup>16</sup> Arturo LAZCANO, *Los cabildantes de Córdoba*, Córdoba, Archivo Histórico de Córdoba, 1954, pp. 153-159. En 1610, un autre rapport adressé à Rivera lui fait remarquer que les attaques sont dirigées contre les caravanes qui se rendent à Buenos Aires. Ces caravanes évitent la ville de Córdoba afin d'échapper aux taxes : à cette fin, elles empruntent la route San Luis – Buenos Aires qui passe plus au sud, malgré ses dangers. Voir Acta del 17 de marzo de 1610, *Actas del Cabildo de Córdoba*, V ; Pedro GRENON, *Los Pampas y la frontera sur*, Córdoba, Liendo, 1924, p. 19 ; et *Los Pampas*, Córdoba, Penitenciaría, 1927, pp. 24-25.

<sup>17</sup> Acta del 8 de diciembre de 1643, *Actas del Cabildo de Córdoba*, IX.

la frontière sud : à partir de ce moment-là, Córdoba commença à partager son attention entre la protection de sa frontière nord, avec les Calchaquis, et sud, avec les Pampas. En tant que partie intégrante de cette frontière sud, Mendoza lui envoya, en 1659, un rapport selon lequel le *malón*\* des Araucans, Pehuenches et Puelches qui avait dévasté les *estancias* de Mendoza et de San Luís avait vraisemblablement été renforcé par la participation de Pampas du sud de Córdoba. Ce rapport mettait en évidence la préférence des Indiens pour le vol de chevaux<sup>18</sup>. Il est possible que ce vol de chevaux ait été lié à une stratégie qui garantissait aux Indiens une fuite plus tranquille, en ceci qu'ils privaient les Espagnols des bêtes nécessaires à l'organisation de la poursuite.

Il y a une autre conséquence à l'attaque hollandaise contre Valdivia, qui montre le déplacement, d'est en ouest de la situation de frontière. Córdoba, qui avait été déclarée « place d'armes » en 1641 avec obligation de défendre Buenos Aires, en cas d'attaque extérieure, s'opposa à cette disposition royale. Elle avançait l'argument selon lequel la nécessité de protéger sa propre frontière au sud ne lui laissait pas suffisamment de moyens pour se charger, en plus, d'aider à la défense de Buenos Aires. Dans la même note, le *Cabildo* de Córdoba parlait même de Buenos Aires comme d'une colonie d'une autre province, et disait qu'en cas d'attaques externes, elle pouvait avoir recours aux Indiens et aux armes des missions jésuites du Paraguay. Le vice-roi rejeta cet argument, même si, en 1661, le gouverneur Alonso Mercado y Villacorta autorisa le recrutement d'Indiens du Paraguay, en cas de besoin d'aide militaire contre une attaque externe<sup>19</sup>.

---

\* Attaque surprise des Indiens, le plus souvent dans un but de pillage (note du traducteur).

<sup>18</sup> Document 3322, *Fondo Documental Monseñor Cabrera*, Universidad Nacional de Córdoba. Au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, la présence des Araucans est mieux attestée sur le plan documentaire ; par exemple, un compte-rendu de 1714 rapporte qu'ils capturèrent du bétail au sud de Buenos Aires. Voir « Informe del maestro de campo Bartolomé de Olmedo (1715) » et « informe del 24 de setiembre de 1714 », doc. 3129 et 3366, *Fondo Documental Monseñor Cabrera*, Universidad Nacional de Córdoba.

<sup>19</sup> Actas del 18 de diciembre de 1643, et Actas del 10, 15, 17 y 20 de octubre de 1645, *Actas del Cabildo de Córdoba*, IX ; IV<sup>o</sup> *Centenario de las fundaciones de Córdoba y Santa Fe, 1573-1973*, Buenos Aires, Academia Nacional de la Historia, 1974, pp. 100-101 ; et Carlos LUQUE COLOMBRES, « Córdoba, plaza de armas de la gobernación de Tucumán para los socorros al puerto de Buenos Aires, » *HNA*, IV, pp. 63-78 ; document 10, vol. I et document 30, vol. II, Archivo Provincial de

Vers le milieu du XVIIe siècle, aussi bien Mendoza que Córdoba avaient une dynamique de sociétés de frontière. Cependant, aux alentours de cette date, Buenos Aires se comportait encore comme un port périphérique, qui faisait office de débouché dans un réseau d'intense contrebande. Dès sa fondation, Buenos Aires avait été un petit établissement, dont le développement était gêné par l'interdiction de commercer avec d'autres colonies en dehors du système des *navíos de registro*. En 1598, la couronne autorisa les *porteños* à exporter ce qu'on appelait les « produits de la terre » vers les colonies portugaises, afin de leur permettre de s'assurer une modeste subsistance. L'autorisation se renouvela au début du XVIIe siècle, favorisant ainsi la production d'un surplus exportable, sans pouvoir pour autant éliminer ni contrôler une contrebande éhontée<sup>20</sup>.

Il y a un lien direct entre la contrebande du XVIIe siècle et l'articulation de Buenos Aires à la frontière sud. Il s'agit de l'intense exploitation du bétail sauvage, pour la bonne raison que les portègues ne pouvaient payer les importations qu'en pièces de cuir, profitant ainsi

---

Córdoba, *Gobierno* ; Juan MONFERINI, « La Historia Militar durante los siglos XVII y XVIII », *HNA*, IV, Buenos Aires, Ateneo, 1961, pp. 203-310, 250.

<sup>20</sup> L'évolution de Buenos Aires au XVIIe siècle a été abondamment décrite en prenant pour base le commerce et la contrebande. Voir par exemple Jorge GELMAN, « Economía natural – economía monetaria. Los grupos dirigentes de Buenos Aires a principios del siglo XVII », *Anuario de Estudios Americanos*, vol. 44, 1987, pp. 89-107 ; Margarita HUALDE DE PEREZ, « El comercio rioplatense en el siglo XVII », *Historia*, n° 7, 1959, pp. 10-23 ; Elina MECLE, *La ciudad puerto : la expansión comercial de las primeras familias*, Buenos Aires, CEAL, 1989 ; Raúl MOLINA, Juan de VERGARA : « Señor de vidas y haciendas en el Buenos Aires del siglo XVII », *Boletín de la Academia Nacional de Historia*, n° 24-25, 1950, pp. 51-143 ; Diego MOLINAN, *La trata de negros. Datos para su estudio en el Río de la Plata*, Buenos Aires, Universidad de Buenos Aires, 1944 ; Zacarías MOU-TOUKIAS, *Contrabando y control colonial en el siglo XVII*, Buenos Aires, CEAL, 1988 et « Power, Corruption and Commerce : The Making of the Local Administrative Structure in Seventeenth-century Buenos Aires » *HAHR*, vol. 68, n°4, dec. 1988, pp. 771-800 ; Eduardo SAGUIER, « Economic Impact of Comercial Capital in Credit Transaction. Buenos Aires in Early Seventeenth Century », *Anuario de Estudios Americanos*, vol. 44, 1987, pp. 109-139 ; José TORRE REVELLO, « Los navíos de registro en el Río de la Plata, 1595-1700 », *Boletín de la Academia Nacional de la Historia*, n° 34, 1963, pp. 529-559 ; Ricardo ZORRAQUIN BECU, *Orígenes del comercio rioplatense, 1580-1620*, Buenos Aires, Sociedad Histórica Argentina, 1947.

de l'abondant bétail sauvage qui paissait dans la région<sup>21</sup>. Un esclave, par exemple, valait cent pièces de cuir<sup>22</sup>. Les portègues eurent recours à une exploitation soutenue du bétail disponible dans les zones sûres des environs du port, en tant que moyen de maintenir ce circuit commercial transatlantique. Le sud, comme nous le verrons, constitua l'ultime alternative d'expansion à la recherche de bétail sauvage. Elle ne serait d'ailleurs entreprise qu'après l'extermination quasi-complète du bétail sauvage des zones sûres. À cet important circuit commercial transatlantique, qui mena à l'exploitation intensive du bétail du Río de la Plata, vint s'ajouter un autre circuit commercial, moins documenté : celui de l'exportation de bétail sur pied vers le Chili.

### **Réseaux commerciaux d'élevage entre Santiago et Buenos Aires.**

Il y eut, au XVIIe siècle, un circuit commercial d'élevage entre Santiago et Buenos Aires, qui contribua à l'épuisement de la réserve de bétail du Río de la Plata, et qui allait conduire les portègues sur les terres des Pampas et des Serranos. Bien que limitées, les informations concernant les exportateurs de bétail sur pied vers le Chili nous permettent de décrire les caractéristiques de ce circuit commercial.

Dans un *acta* du *Cabildo* de Santiago de 1657, les capitaines Antonio de Barambio, Bernardo de Urbina et Roque de San Martín apparaissent comme les trois principaux importateurs de bétail. Lorsqu'on étudie les cas, on s'aperçoit que les réseaux familiaux et clientélares qu'ils utilisaient pour leurs affaires expliquent la faible documentation officielle sur ce circuit commercial. En effet, les contrats et les accords étaient passés entre parents et connaissances, et, bien qu'ils paraissent à première vue bien informels, l'étude des cas montre que ces engagements internes à des réseaux familiaux et clientélares étaient en fait assez fiables. La documentation judiciaire (procès) apparaît lorsque une partie du contrat n'a pas été remplie, ainsi que nous le verrons pour le cas de Roque de San Martín. Ce procès confirme que l'accord initial pour l'acheminement et la commercialisation au Chili d'environ 14 000 bovins n'avait été passé devant aucun notaire, malgré l'importance

---

<sup>21</sup> Emilio CONI, *Historia de las vaquerías del Río de la Plata, 1555-1750*, 1<sup>o</sup> ed. Madrid, Tipografía de Archivos, 1930, 2<sup>o</sup> ed. Buenos Aires, Platero, 1979.

<sup>22</sup> Équivalence valable au début du XVIIe siècle selon S. VILLALOBOS, *Comercio y Contrabando en el Río de la Plata y Chile, 1700-1811*, Buenos Aires, EUDEBA, 1986, p. 34.

économique que constituait une transaction sur une telle quantité d'animaux.

Bernardino de Urbina et Antonio de Barambio menaient des opérations commerciales sur la base de réseaux de parentèle et de clientèle. Le capitaine Bernardino de Urbina bénéficiait de la protection de ses réseaux de connaissances à Santiago, Mendoza et Buenos Aires. Le fait qu'on lui ait attribué une *encomienda* de Huarpes à Mendoza est un indicateur de ses bonnes relations avec la sphère politique<sup>23</sup>. Son mariage avec une des filles du *maestre de campo* Juan Ramírez de Arellano élargit le réseau, car Arellano avait exercé des fonctions militaires à Buenos Aires en 1645. De retour au Chili, Arellano s'était associé avec le notaire Gerónimo de Ugas pour importer du bétail de l'est des Andes<sup>24</sup>. Le Chili était un marché fermé et jalousement protégé par les membres du *Cabildo*, ce qui explique l'importance fondamentale des contacts politiques. La négociation sur les quantités (*cupos*), et sur le prix du bétail sur pied était, pour ces membres du *Cabildo*, qui appartenaient à l'élite locale, une manière de contrôler le prix du suif et du cuir destinés à l'exportation vers le Pérou. Il était donc essentiel d'occuper des postes politiques et d'avoir des relations avec les membres des élites.

De même qu'Urbina, Antonio de Barambio avait une bonne situation pour mener à bien ses transactions. Les affaires du capitaine Barambio sont un autre exemple du fonctionnement d'un réseau d'importateurs de bétail. Son réseau incluait son beau-père, le puissant Alonso del Campo, qui avait donné en dot à sa fille 46 779 pesos, comprenant des terres, trente-deux esclaves et deux Aucas. Alonso del Campo était lié depuis le début du XVIIe siècle au trafic négrier, via Buenos Aires et Córdoba, en collaboration avec le capitaine Gaspar de

<sup>23</sup> Juan Luis ESPEJO (ed.), *La Provincia de Cuyo del Reino de Chile*, Santiago, Universitaria, 1954, vol. II, p. 130 ; Acta del 3 de marzo de 1605, *Actas del Cabildo de Mendoza*, I ; ANC, *Real Audiencia*, vol. 1092, doc. 1.

<sup>24</sup> Sur Gerónimo de Ugas et son associé Barambio : voir Mario GONGORA, *Encomenderos y estancieros, estudios acerca de la constitución social aristocrática de Chile después de la conquista*, Santiago, Universidad de Chile, 1970, p. 91 et p. 95 ; sur Arellano, voir Luis ROA Y URSUA, *El Reino de Chile, 1535-1810*, Valladolid, Cuesta, 1945, p. 363. Il existe des documents qui attestent quelques transactions réalisées par Urbina à Córdoba : Archivo de la Provincia de Córdoba, *Escribanos* 1, doc. 126 et 129 ; et Actas del 4 de enero de 1647 ; 19 de junio de 1648 ; 18 de junio de 1653 ; 20 de junio de 1657 ; et 29 de octubre de 1668 ; *Actas del Cabildo de Córdoba* ; IX, X, XVI.

Quevedo, *alcalde* de Buenos Aires, et le capitaine Juan Ortiz de Urbina, un riche *encomendero* de Mendoza, parent, bien entendu, de Bernardino, l'autre grand importateur de bétail<sup>25</sup>. Il faut croire que le circuit était efficace, puisqu'il était, en 1657, au nombre des importateurs de bétail bovin depuis San Luís et Buenos Aires. Il importait du Pérou des vêtements, qu'il réexportait vers Buenos Aires, où il achetait le bétail qu'il pouvait engraisser dans ses *estancias* de Lampa et Colina au Chili. Il pouvait également faire l'acquisition du bétail à Córdoba, ou l'engraisser dans cette région, car il y entretenait plusieurs affaires, par l'intermédiaire du capitaine Domingo de Burgos, son représentant légal. Enfin, Barambio fut même *alguacil mayor* à Santiago en 1640, et à Concepción en 1646<sup>26</sup>.

Roque de San Martín est le cas le plus intéressant parmi ces trois importateurs qui apparaissent dans les actes municipaux de Santiago. Premièrement parce que c'est un *vecino* de Santiago qui n'a pas de relations d'ordre familial ou clientélaire avec l'élite de Santiago ; ce qui explique en grande partie l'échec de son entreprise. Deuxièmement, son cas est significatif parce qu'il nous donne un témoignage sur le volume du commerce de bétail sur pied exporté de Buenos Aires vers le Chili vers le milieu du XVII<sup>e</sup> siècle.

Roque de San Martín était arrivé à Buenos Aires comme soldat du Gouverneur Pedro Esteban Dávila (1637) ; quelques années plus tard, il était *alférez*, et devenu l'un des plus puissants propriétaires terriens d'Areco et de Luján<sup>27</sup>. En 1655, nous ignorons s'il s'agit de la pre-

---

<sup>25</sup> Sur Juan Ortiz de Urbina, voir Rosa ZULUAGA, « La trata de negros en la región cuyana durante el siglo XVII » *Revista de la Junta de Estudios Históricos*, vol. 6, n°1, 1970, pp. 39-71, p. 42 ; J.L. ESPEJO (ed.), *op.cit.*, vol. 1, pp. 53 et 63 ; Acta del 15 de Febrero de 1645, *Actas del Cabildo de Mendoza*, II.

<sup>26</sup> Sur ses activités et ses relations, voir M. GONGORA, *op.cit.*, pp. 94-96 et 156 ; Fernando SILVA, *Tierras y pueblos de indios en el Reino de Chile*, Santiago, Estudios de Historia del Derecho Chileno, 1962, p. 75 ; Juan ESPEJO, *Nobiliario de la Capitanía General de Chile*, Santiago, Andrés Bello, 1967, pp. 230-231 ; L. ROA Y URSUA, *op.cit.*, p. 302 ; Actas del 23 de setiembre de 1587, et du 2 de setiembre de 1643, 1 de abril de 1644, 20 de junio y 3 de agosto de 1657, *Actas del Cabildo de Santiago de Chile*, V, XII y XVI ; Archivo Provincial de Córdoba, *Archivo de Escribanos, Protocolos*, doc. 129.

<sup>27</sup> Ricardo LAFUENTE MACHAIN, *Los portugueses en Buenos Aires, siglo XVII*, Madrid, Archivos, 1931, p. 216 ; Eduardo SAGUIER, *Mercado inmobiliario y estructura social. El Río de la Plata en el siglo XVIII*, Buenos Aires, Centro Editor de América Latina, 1993, p. 94 et *Mercedes de tierras hechas por los gobernado-*

mière fois, San Martín se lança dans l'exportation de bétail vers le marché de Santiago, depuis ses *estancias* de Buenos Aires. Il remit au capitaine Pedro de la Fuente environ 14 000 têtes de bétail dans le cadre d'un accord qui stipulait que Pedro de la Fuente se chargerait de fournir la main d'œuvre et les bêtes nécessaires à l'acheminement jusqu'à Santiago. L'*estancia* que possédait Pedro de la Fuente à San Luís devait servir de pâturage pour l'embouche avant le passage des Andes. Cet accord, relativement simple et sans doute courant dans le circuit d'exportation de bétail sur pied vers le Chili, se conclut par un procès pour escroquerie intenté par San Martín à Pedro de la Fuente, à l'Audience Royale de Santiago.

Grâce à la plainte de San Martín devant l'Audience de Santiago, nous savons qu'entre Buenos Aires et San Luís, Pedro de la Fuente perdit près de 5 000 bêtes. Pour les récupérer – ce qui était cher et difficile – Roque de San Martín devait payer aux propriétaires de ces terres le droit de pacage. Du Río Quinto, à la frontière entre San Luís et Córdoba, Pedro de la Fuente continua vers l'ouest avec environ 5 400 têtes de bétail, mais il n'arriva dans la vallée d'Uco qu'avec 3 400 bêtes, et quand l'hiver interdisait le passage de la cordillère. San Martín n'avait d'autre choix que de payer le droit de pacage dans les pâturages d'hiver d'Uco et de Xaurúa ; en effet, reconduire le bétail vers Buenos Aires n'avait aucun sens, et le vendre sur le marché de Mendoza, trop peu développé, était impossible. San Martín dut donc attendre la réouverture du passage de la cordillère pour pouvoir vendre son bétail à Santiago. Et, de fait, en 1657, le *Cabildo* de Santiago enregistra Roque de San Martín et son compagnon Pedro de la Fuente comme importateurs de 1 850 vaches et taureaux<sup>28</sup>.

Une fois à Santiago, San Martín se présenta devant l'Audience Royale pour intenter une action contre Pedro de la Fuente, pour des pertes estimées à 10 000 pesos. Lors du procès, San Martín déclara que Pedro de la Fuente ne pouvait être disculpé car tout indiquait qu'il avait agi intentionnellement. Par exemple, il avait retardé sans raison son départ du Río Quinto, afin d'arriver trop tard pour franchir les Andes, mais juste à temps pour que naissent environ 600 bêtes sur les terres de son ami mendocin, le capitaine Pedro Moyano, des bêtes que San Martín ne pourrait jamais réclamer car elles ne portaient pas sa

---

*res a nombre del Rey*, La Plata, Archivo histórico de la provincia de Buenos Aires, 1979, p. 34.

<sup>28</sup> Acta del 13 de agosto de 1657, *Actas del Cabildo de Santiago*, X.

marque de propriété. Les arguments et les preuves apportés par San Martín convainquirent l'Audience, qui ordonna que l'on saisisse 534 vaches dans l'estancia de Pedro de la Fuente à Lolacán comme partie du paiement<sup>29</sup>.

Le cas de San Martín pose plusieurs questions auxquelles les documents ne répondent pas. Il est à peu près certain que San Martín possédait des renseignements sur Pedro de la Fuente, c'est-à-dire sur la personne avec laquelle il lançait une entreprise d'exportation de cette ampleur. Il ne pouvait pas lui être totalement inconnu, parce que, dans ce cas, un contrat aurait été établi devant notaire. San Martín a dû confier son entreprise à un tiers connu par d'autres éleveurs de Buenos Aires qui avaient déjà effectué ce genre d'opération avec succès. La documentation certifie que Pedro de la Fuente avait des propriétés sur la route, à Mendoza et au Chili, ce qui pourrait indiquer qu'il jouait déjà un rôle dans ce circuit commercial. Plus encore : si, après l'escroquerie, San Martín fit son entrée dans le marché de Santiago en tant qu'associé de Pedro de la Fuente, il est possible qu'il n'ait pas pu échapper à ce contact pour pouvoir vendre ses bêtes sur le marché chilien.

Si cette transaction ne fut pas un succès pour Roque de San Martín, cela n'entraîna pas pour autant l'arrêt de l'activité d'élevage dans la famille. Son fils, le capitaine Juan de San Martín, fut l'un des plus importants propriétaires terriens des années 1730. En 1739, date à laquelle Buenos Aires se trouve articulée à la frontière sud, Juan de San Martín fut l'organisateur de l'expédition contre les Pampas et les Serranos, accusés de vol de bétail. Il n'est pas difficile de voir la relation entre les activités propres à l'établissement d'une frontière avec contrôle militaire et l'expansion de l'économie d'élevage liée à une famille d'éleveurs et d'exportateurs de bétail sur pied vers les colonies de l'ouest<sup>30</sup>.

---

<sup>29</sup> ANC, *Real Audiencia*, vol. 409, doc. 1469.

<sup>30</sup> Sur Juan de San Martín, voir E. CONI, *Historia de las vaquerías*, *op.cit.*, pp. 17-18 ; E. SAGUIER, *Mercado inmobiliario...*, *op.cit.*, pp. 73, 100 et 117 ; et José TORRE REVELO, « La sociedad colonial. Las clases sociales. La ciudad y la campaña », *HNA*, IV, p. 322. Pour son expédition contre les Serranos et les Pampas, voir J. MONFERINI, « La Historia Militar », *op.cit.*, p. 207 ; Archivo de la Nación Argentina (désormais AGN), *Colección Enrique Fitte*, doc. 58

## L'incorporation de Buenos Aires à la frontière sud

Le cas de Buenos Aires est lié à l'avancée vers le sud, à la recherche de ressources d'élevage, face à l'impossibilité d'effectuer cette expansion dans d'autres directions. Buenos Aires ne pouvait pas élargir sa juridiction vers l'ouest, parce que, jusqu'aux années 1680, les cordobais avaient installé près de 800 *estancias* sur la route qui reliait Córdoba à Santa Fe, fermant ainsi cette direction à l'expansion portègne<sup>31</sup>.

À partir de la fin du XVIIe siècle, la tension entre le *Cabildo* de Buenos Aires et celui de Córdoba s'accrut, à tel point qu'en 1690 l'Audience sollicita un rapport sur les vols de bétail réalisés par les habitants de Córdoba dans la juridiction de Buenos Aires. L'Audience recevait constamment des plaintes du *Cabildo* de Buenos Aires, et elle s'inquiétait des patrouilles armées que le *Cabildo* portègne, exaspéré, avait mises sur pied pour éviter le vol de bétail. Pour l'Audience, la lutte pour le bétail sauvage encore disponible dans cette région avait atteint un niveau critique. Plusieurs affrontements sont mentionnés dans un procès de 1704 que le *Cabildo* de Buenos Aires intenta à celui de Córdoba sur la propriété du bétail sauvage qui paissait dans des zones de juridiction douteuse. Pour ce qui est de la chronologie, c'est Buenos Aires qui présenta le document de preuve le plus intéressant, daté de 1659, qui affirmait que le bétail qui, à cette époque déjà, paissait sur les terres de Córdoba, appartenait à Buenos Aires, car il avait été volé antérieurement à Buenos Aires par des habitants du Chili. Tandis que le procès suivait son cours, le *Cabildo* de Buenos Aires partagea son armement disponible entre les patrouilles qui contrôlaient l'Uruguay et Magdalena, au sud. L'argument selon lequel il ne tireraient que contre des ennemis du royaume était douteux. En fait, le *Cabildo* observait avec vigilance l'attitude des habitants de Santa Fe, Entre Ríos et Córdoba, qu'il accusait de vol de bétail, aussi bien dans les pampas du sud que dans la Bande Orientale<sup>32</sup>.

<sup>31</sup> Selon un rapport des Jésuites, 1 000 habitants (*vecinos*) possédaient 700 *estancias*. La croissance démographique provoqua l'extension de la juridiction vers l'est. Parallèlement, les plaintes dénonçant les attaques pampas contre les caravanes entre Mendoza et Buenos Aires, dans le but de dérober du vin, se multiplièrent. Voir C.S. ASSADOURIAN, « Potosí y el crecimiento », *op.cit.*, pp. 175-178.

<sup>32</sup> À propos de tous ces procès et réclamations, voir AGN, Sala IX, *Tribunales*, Expediente 2, Legajo E2 ; AGN, Sala IX, *Guerra*, vol. 2, doc. 62 et 240 ; « Notas del *Cabildo* de Buenos Aires sobre robo de ganado », Carta a Córdoba del 11 de agosto de 1704, Archivo Provincial de Córdoba, *Gobierno*, vol. 3, doc. 8 ; Acta del 28 de junio de 1704, *Actas del Cabildo de Buenos Aires*, p. 1.

Au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, la nécessité de protéger les réserves de bétail du sud de Buenos Aires contre les incursions des cordobais conduisit le *Cabildo* à considérer une proposition qui aurait fait des Pampas une « police du bétail », en échange de certaines contreparties<sup>33</sup>. En 1709, le *Cabildo* se plaint de nouveau de ce que les habitants de Cuyo, Tucumán et Santiago del Estero aillent chercher illégalement du bétail au sud de Buenos Aires. À cette date, le *Cabildo* préférerait acheter du sel aux Pampas et entretenir de bonnes relations avec eux plutôt que de favoriser les commerçants de Córdoba<sup>34</sup>.

Les problèmes ne surgirent pas uniquement avec les habitants de Córdoba. Il y eut également un conflit assez amer avec Santa Fe et avec les jésuites à propos du droit sur le bétail de la Bande Orientale; ce qui indique d'ailleurs que les réserves des zones sûres étaient rapidement épuisées. La fondation de la colonie de Sacramento par les Portugais rendait encore plus incontrôlable l'extraction du bétail sauvage d'Uruguay<sup>35</sup>. Au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, les réserves de bétail de la Bande Orientale étaient d'une importance cruciale, parce qu'on exportait du bétail de cette région vers Buenos Aires. À Areco et à Arrecife, par exemple, une tête de bétail valait entre 4,5 et 7 réaux, ce qui était un prix raisonnable pour deux raisons. Tout d'abord parce que pour trouver du bétail sauvage à Buenos Aires durant la première décennie du XVIII<sup>e</sup> siècle, il fallait s'enfoncer jusqu'au sud de Tandil, et risquer un affrontement avec les Indiens. À cette époque, les habitants de Buenos Aires ne sont pas les seuls à devoir s'enfoncer plus de 300 lieues vers le sud pour trouver du bétail sauvage. Un rapport de Córdoba de 1714 ne laisse aucun doute sur le fait que l'exploitation du bétail a renforcé la situation de frontière : en effet, on réclamait au gouvernement qu'il mette sur pied une protection militaire des troupeaux pour faire face à la présence araucane qui, selon ce même rap-

---

<sup>33</sup> AGN, Sala IX, *Guerra*, vol. 2, doc. 62 et 240.

<sup>34</sup> L'alcalde assura que les indigènes avaient eux-mêmes offert de rendre ce service. Voir Acta del 17 de febrero de 1717, *Actas del Cabildo de Buenos Aires*, III. Sur l'extraction de sel, voir « Auto del 27 de agosto de 1720 del gobernador Bruno de Zavala », AGN, Sala IX, *Tribunales*, Expediente 7, Legajo DI ; Salvador CANALS FRAU, *Las Poblaciones...*, *op.cit.*, p. 212 ; Juan MOYA, *Contribución a la Historia de Bragado*, La Plata, Archivo Histórico de la provincia de Buenos Aires, 1957, pp. 7-8 ; et Manfred KOSSOK, *El Virreinato del Río de la Plata. Su estructura económico-social*, Buenos Aires, Hyspamérica, 1972, pp. 82-83.

<sup>35</sup> Actas del 15 de setiembre y del 7 de noviembre de 1721 y del 27 de febrero de 1722, *Actas del Cabildo de Buenos Aires*, IV.

port, serait arrivée jusqu'au sud de Buenos Aires<sup>36</sup>. La deuxième raison est que le prix était compétitif, car les Anglais payaient encore jusqu'à vingt réaux par pièce de cuir<sup>37</sup>.

Le *Cabildo* de Buenos Aires considérait pourtant que ce prix était bas, parce que les Anglais achetaient des pièces de cuir obtenues grâce aux exploitations clandestines des Indiens, métis et mulâtres d'Uruguay. Un autre membre du *Cabildo* rappela également la présence d'habitants de Santa Fe dans la région. L'unanimité se fit autour de la conclusion selon laquelle si les habitants de Buenos Aires voulaient de meilleurs prix, ils devaient absolument préserver leur droits exclusifs sur le bétail de la Bande Orientale<sup>38</sup>. En 1720, on négocia les quotas avec les jésuites<sup>39</sup>. Ces quotas exagérèrent de beaucoup le potentiel en bétail de l'Uruguay, car des signes d'épuisement apparurent après cinq ans à peine<sup>40</sup>. Heureusement pour Buenos Aires, il restait encore la solution d'acheter du bétail à Santa Fe, et, effectivement en 1718, 14 000 vaches furent importées, au prix compétitif de six réaux par bête<sup>41</sup>.

<sup>36</sup> Universidad Nacional de Córdoba, *Fondo Documental Monseñor Cabrera*, doc. 3129 et 3366.

<sup>37</sup> Avant de négocier le prix des peaux, on réalisa une espèce de recensement du bétail dans les zones sûres. Voir Actas del 20 de setiembre de 171 ; 5 de mayo, 12 de setiembre y 11 de diciembre de 1725, *Actas del Cabildo de Buenos Aires*, III, V ; E. CONI, *Historia de las vaquerías*, *op.cit.*, p. 20.

<sup>38</sup> Acta del 2 de marzo de 1713 et pour les prix et l'*asiento* anglais dans la première décennie du XVIIIe siècle, voir E. CONI, *idem*, p. 34.

<sup>39</sup> Sur les droits de capture du bétail [*vaquerías*] en Uruguay, voir Actas del 26 de agosto y del 6 de setiembre de 1724 ; del 3 de marzo, 1 y 3 de abril de 1726 y 1 de diciembre de 1730, *Actas del Cabildo de Buenos Aires*, IV, V y VI ; E. CONI, *ibid.*, pp. 48-49.

<sup>40</sup> Carlos SEMPAT ASSADOURIAN, Guillermo BEATO, et José Carlos CHIARAMONTE, *Argentina : De la conquista a la independencia*, Buenos Aires, Paidós, 1972, p. 175 ; et Actas del 27 de febrero, 23 de abril de 1722 ; 26 de agosto y 6 de setiembre de 1724 ; y 5 de marzo, 1 y 4 de abril de 1726, *Actas del Cabildo de Buenos Aires*, V.

<sup>41</sup> En juin 1718, M. de Barrera offrit 12 000 têtes de bétail, dont la moitié seulement devait être payée en espèces. En janvier de la même année, le *cabildo* avait donné l'ordre d'effectuer un décompte des animaux disponibles en Uruguay pour vérifier si y sévissait toujours le vol de bétail. Il convient de noter la concomitance entre la disparition du bétail sauvage en Uruguay et les débats sur la possibilité d'introduire à Buenos Aires des bêtes achetées à Santa Fe. Voir Actas del 10 de enero y 15 de junio de 1718, *Actas del Cabildo de Buenos Aires*, III.

L'épuisement du bétail de la Bande Orientale marqua la fin des possibilités d'expansion vers l'est. Pour les habitants de Buenos Aires, le maintien des circuits commerciaux fondés sur l'exportation de suif, de cuir ou de bétail sur pied impliquait d'avancer vers le sud. Cette nouvelle orientation de l'expansion changea les relations avec ces mêmes Indiens que l'on voulait nommer, moins de vingt ans auparavant, policiers du bétail pour arrêter l'avancée des voleurs chiliens et cordobais.

Nous venons de voir ce qui se passait dans les colonies espagnoles ; il nous faut maintenant décrire, brièvement, l'évolution du côté indien. Au début du XVIIIe siècle, certains indices montrent que les Araucans ont acquis une certaine indépendance, grâce au calme relatif qui règne sur la frontière chilienne. En effet, ils eurent de moins en moins recours aux Pampas du sud de Córdoba comme intermédiaires ou associés dans le réseau d'extraction de bétail – vaches ou chevaux – du versant oriental des Andes. Un document de 1726 est particulièrement éclairant, en ce sens qu'il nous renseigne sur une grave détérioration des relations entre les Pampas et les Araucans. Notre source mentionne la présence d'environ 300 Araucans, armés d'épées et de lances au sud de Córdoba, mais qui déclarèrent qu'ils n'attaqueraient pas les Espagnols, et qu'ils voulaient d'abord vérifier si les Pampas, « leurs ennemis » [sic], avaient été favorisés d'une manière ou d'une autre par les Espagnols. La même source indique que les Pampas s'étaient retirés plus au nord afin d'éviter tout affrontement armé avec les Araucans. Ce déplacement vers le nord rendit plus dangereuse encore la route des caravanes de Mendoza à Buenos Aires, ainsi que les exploitations des habitants de Córdoba<sup>42</sup>.

De sorte que le relâchement de la protection active de la frontière du Bío-Bío, s'il eut un effet positif immédiat pour le Chili, affecta le versant oriental des Andes, car les Araucans purent désormais se passer des Pampas en tant qu'intermédiaires et aller eux-mêmes chercher les bêtes. Cette présence araucane fut enregistrée par le *Cabildo* de Buenos Aires au moment où son besoin de bétail l'obligea à s'enfoncer en terres indiennes. Un Acte du *Cabildo* de Buenos Aires de 1733 af-

---

<sup>42</sup> Témoignage d'Andrés de Acosta, 15 de agosto de 1726, Universidad Nacional de Córdoba, *Fondo Documental Monseñor Cabrera*, doc. 3371.

firme que le bétail sauvage se trouvait sur les terres des Araucans et des Pehuenches<sup>43</sup>.

En 1738, Buenos Aires était définitivement incorporée à la frontière sud, à laquelle appartenait Santiago depuis le début du XVIIe siècle, et Mendoza puis Córdoba dès la première moitié de ce même siècle. La meilleure preuve fournie par les documents est une lettre d'alerte que reçut le *Cabildo* portègne. Elle annonçait la préparation d'un *malón* composé d'une confédération d'Araucans, de Pehuenches et de Puelches, qui se serait étendu jusqu'au sud de Buenos Aires. À cette occasion, Santiago offrit une protection militaire à Buenos Aires ; en revanche, les *Cabildos* de Mendoza et de Córdoba décidèrent de ne pas affronter les Indiens, ni de les intercepter, à moins qu'ils ne menacent d'attaquer la ville<sup>44</sup>.

D'autre part, on remarque que l'évolution du *presidio* de Buenos Aires suit le même processus d'articulation du port à la frontière sud. Au cours du XVIIe siècle, il avait pour mission de contrôler le fleuve, afin d'empêcher toute attaque et de décourager la contrebande. D'après un rapport de 1612, le Riachuelo était l'endroit idéal pour la contrebande, car il était abrité et sûr pour des bateaux de faible tirant. La surveillance militaire se centra donc sur trois points : le Río de la Plata, le Riachuelo et la colonie de Sacramento. Le fait que la contrebande n'ait pas baissé est dans une large mesure une conséquence directe de l'implication de la majorité des officiers et des soldats dans cette activité, pour laquelle ils pouvaient profiter de leurs licences pour la chasse de bétail, ou encore de la possibilité d'acheter les pièces de cuir aux braconniers, et de pouvoir les négocier sans avoir à passer par aucun contrôle<sup>45</sup>.

Le fort de Buenos Aires prit de l'importance au cours du XVIIe siècle, au point qu'il retenait plus d'attention dans le dernier tiers du siècle que celui d'Arauco. Par exemple, lorsque 455 soldats furent envoyés d'Espagne à Buenos Aires, Arauco n'en reçut que 200. Entre 1683 et 1687, Buenos Aires reçut un *situado* de 187 051 pesos, soit pratique-

<sup>43</sup> Il existe une corrélation entre la nécessité d'augmenter le nombre de têtes de bétail sauvage et leur présence sur un territoire indigène, voir par exemple les *Actas del 15 de enero de 1723, 10 de febrero, 12 de setiembre de 1725 y 6 de mayo de 1733, Actas del Cabildo de Buenos Aires*, V.

<sup>44</sup> *Frontera interna*, Mendoza, Imprenta oficial, 1989, p. 39.

<sup>45</sup> Sur les mécanismes et les stratégies, voir Zacarías MOUTOUKIAS, « Power, Corruption, and Commerce », *art.cit.*, pp. 771-800, et *Contrabando y control colonial, op.cit.*

ment ce que touchait Arauco, et entre 1663 et 1702, le *situado* moyen alloué à Buenos Aires s'élevait à 70 000 pesos. Enfin, en 1678, la couronne établit l'égalité des services militaires aux deux extrémités de la frontière, lorsqu'elle décida que les services de la garnison de Buenos Aires soient réglés de la même manière que ceux d'Arauco<sup>46</sup>.

S'il est vrai que le fort devait avant tout contrôler le fleuve, son évolution n'en est pas moins un témoignage de l'incorporation progressive de Buenos Aires à la frontière sud du Vice-Royaume du Pérou. Un phénomène particulièrement visible lorsque les membres du *Cabildo* firent des démarches dans le but d'utiliser les soldats du fort pour assurer la protection armée des fermes d'élevage. Ils fondèrent leur argumentation sur le fait que le bétail se trouvait à plus de 45 lieues au sud, ce qui correspondait aux limites de la juridiction fixées par le *Cabildo* en 1681, mais qu'il s'agissait de bétail volé par les Indiens, et qu'il était par conséquent légitime d'aller récupérer<sup>47</sup>. Or nous avons vu que les voleurs de bétail du XVIIe siècle dénoncés par les Portègues n'étaient ni pampas ni serranos, mais bien cordobais ou chiliens. Il aurait été clairement impossible que le gouvernement autorise l'usage de la force contre des Espagnols d'autres juridictions. Avec une garnison qui s'occupait de plus en plus de la dynamique au sud du port, au lieu de s'occuper du fleuve ou des Portugais, la transition apparaît définitive entre ce qui avait été un port de contrebande du XVIIe siècle, et qui était désormais une société de frontière, le restant pour toute la période coloniale, et plusieurs décennies après l'indépendance.

## Conclusion

Santiago, Mendoza, Córdoba et Buenos Aires étaient quatre colonies fondées sur les confins australs du Vice-Royaume du Pérou, mais, au cours du XVIIe siècle, ils s'articulèrent, d'ouest en est, formant ce

---

<sup>46</sup> Cette politique se fonde sur deux facteurs. Premièrement, les *parlamentos* réduisent le risque d'un effondrement de la domination espagnole dans le Sud de l'empire. Deuxièmement, la présence portugaise dans le Río de la Plata contraint les Espagnols à mettre en place une stratégie défensive pour tout le cône Sud. Celle-ci est l'œuvre du comte-duc d'Olivares, qui utilise à cette fin l'impôt de l'union des armes afin que la métropole n'ait pas à supporter le poids de la défense des territoires. Voir J. ELLIOT, *The Count Duke of Olivares. The Statesman in the Age of Decline*, New Haven, Yale University Press, 1986 et J. MONFERINI, « Historia », *op.cit.* p. 834.

<sup>47</sup> José TORRE REVELLO, *art.cit.*, p. 317.

qui allait être l'immense frontière méridionale des domaines espagnols d'Amérique. L'installation d'une armée de 2 000 hommes au sud du Chili fut décisive, en ce sens que les problèmes posés par leur ravitaillement altérèrent rapidement la dynamique sociale, économique et politique de la région. Vers 1630, Mendoza subit l'effet des événements chiliens et est désormais intégrée à la frontière. L'incorporation de Córdoba survient après l'attaque hollandaise contre Valdivia.

La consolidation d'un circuit commercial qui alimente les marchés chiliens et qui soutiendra une grande partie de la vie économique des colonies du versant oriental des Andes n'est pas un événement mineur. Le fait que les Indiens aient importé des biens et des services de zones situées sur ce même versant a également son importance. Le cas de l'incorporation de Buenos Aires est très intéressant parce qu'il met en relief le rôle joué par la lutte pour l'accès aux ressources naturelles. À partir de la troisième décennie du XVIII<sup>e</sup> siècle, une fois épuisées les réserves de bétail sauvage des zones sûres, Buenos Aires déplaça son attention – y compris militaire – vers les pampas du sud. En avançant dans cette direction, son sort en était jeté. Son avancée inexorable acheva le processus centenaire de formation de la frontière australe du Vice-Royaume du Pérou ; une frontière qui s'étendait désormais d'un océan à l'autre, et qui resterait pratiquement inchangée y compris pendant plusieurs dizaines d'années après l'indépendance du Chili et de l'Argentine.

*Traduction : Christophe Giudicelli*